

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 septembre 2024

Les bonnes nouvelles sont à la fin de la causerie, non, elles ne proviennent pas de France, mais du Mexique et d'Argentine.

Et pendant ce temps-là, les sionistes nazis génocidaires continuent d'exterminer les Palestiniens...

Totalitarisme. Population sous surveillance. Ils sont vraiment dingues, et ce n'est pas une « probabilité » !

Moustique tigre : La probabilité d'une épidémie de dengue ou de chikungunya en France est désormais « assez élevée » - 20minutes.fr 13 septembre 2024

Un rapport de l'Anses publié ce vendredi estime que l'apparition d'une épidémie d'arbovirose, maladie due à un virus transmis par le moustique tigre, a une probabilité « assez élevée » d'apparaître dans les cinq prochaines années en France hexagonale. C'est la conclusion d'un rapport de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire) publié ce vendredi.

Les protocoles de surveillance et de contrôle nécessitent de retracer tous les contacts de la personne infectée au cours des 10 jours précédents, et de contrôler les lieux visités par le malade afin d'éliminer les moustiques tigres présents. 20minutes.fr 13 septembre 2024

J-C – Une agence de renseignement ne ferait pas mieux !

La pandémie mondiale qu'ils ne pourront pas éviter, annonciatrice des prochains développements de la lutte des classes à l'échelle internationale.

J-C – Crise économique ou sociale, crise politique et institutionnelle, l'une ou l'autre ou plus vraisemblablement la combinaison des quatre va déboucher sur une crise révolutionnaire, elle arrive, c'est inévitable, et souhaitable évidemment, patience.

En Allemagne, la victoire aux airs de cadeau empoisonné de la CDU - lepoint.fr 09 septembre 2024

Pour former une coalition en Saxe et en Thuringe, le Parti chrétien-démocrate (CDU) n'a qu'une seule option. Il doit s'allier à la gauche radicale. Un exercice de haute voltige politique.

Face à l'"impasse" politique, le président sénégalais dissout l'assemblée - courrierinternational.com 09 septembre 2024

Cette mesure vise à lui donner une majorité stable pour gouverner alors que la précédente législature, élue en 2022 et où continue à dominer le camp de l'ancien président Macky Sall, lui était hostile. courrierinternational.com 09 septembre 2024

A quelle enseigne les Français sont-ils logés, quand ils ne sont pas à la rue ? De quoi, de qui parlent-ils, on a du mal à saisir, est-ce voulu ?

J-C - Qu'entendent-ils par "*situation de précarité*" quand ils mélangent d'un côté, je cite : dépenses d'énergie, payer son logement et le chauffer, sa mutuelle, certains frais médicaux, accéder à un service de santé, frais de transports, abonnements internet et téléphonie, pouvoir nourrir ses enfants, se procurer une alimentation saine, et de l'autre : pratiquer un sport ou des loisirs, partir en vacances ? Ils ont oublié le remboursement des emprunts ou crédits, les dettes, les traites.

La pauvreté s'aggrave en France, selon le baromètre annuel du Secours populaire - franceinfo 12 septembre 2024

De plus en plus de Français rencontrent des difficultés d'argent, pour se loger, se soigner, payer leurs dépenses d'énergie, pratiquer un sport ou encore partir en vacances.

Dans ce baromètre du Secours populaire, 62% des Français disent aussi connaître ou avoir connu une situation de pauvreté, soit 4 points de plus que l'an dernier. Et près de 8 Français sur 10 (79%) se disent pessimistes sur le risque que leurs enfants connaissent un jour une situation de précarité.

La part des Français rencontrant des difficultés pour partir en vacances et payer leurs dépenses d'énergie atteint de nouveaux records cette année et concerne presque une personne sur deux (57% chez les ruraux). Et les difficultés s'aggravent pour payer son logement, payer sa mutuelle, pratiquer un sport ou des loisirs.

Conséquence, les Français continuent de se priver. 43% des Français disent ne presque pas chauffer leur logement quand il fait froid, "*parfois ou régulièrement*". 30% des Français rencontrent des difficultés à se procurer une alimentation saine permettant de faire trois repas par jour, et près d'un parent sur trois se prive de manger pour pouvoir nourrir ses enfants. (Qu'entendent-ils pas trois repas par jour, se gaver, depuis que je vis en Inde j'ai réduit ma ration alimentaire quotidienne des trois quart et je suis rassasié, j'ai même grossi ! En France, manifestement je bouffais beaucoup trop. Je refuse de croire qu'un parent sur trois se prive de manger pour nourrir ses enfants. – J-C)

Par ailleurs, 45% des sondés disent avoir du mal à faire face aux dépenses liées aux enfants (fournitures, vêtements, cantine...). Payer certains frais médicaux est problématique pour 43% des répondants, tout comme payer les frais de transports (39%). Et près d'un Français sur trois a du mal à payer ses abonnements internet et téléphonie (40% en zone rurale). (Je vais vous dire un truc, si je demandais aux Indiens que je côtoie s'ils étaient dans la même situation, c'est 100% qui répondraient qu'ils ne peuvent pas faire face à ces dépenses. Alors comment ils font ? Comme tout le monde, ils se démerdent, ils se privent sur tout, ils reportent certains achats ou travaux, les étales dans le temps, etc. Moi aussi je suis pauvre et je fais comme eux ! Pour autant, on arrive à survivre. – J-C)

Autre problématique pointée du doigt dans ce baromètre : l'accessibilité à certains services essentiels. En matière de santé, un Français sur trois a des difficultés pour accéder à un service de

santé, mais c'est encore plus difficile en zone rurale pour deux habitants sur cinq. Franceinfo 12 septembre 2024

J-C - Ils ont créé tellement de nouveaux besoins pour alimenter la machine du capitalisme depuis la fin du XIXe siècle et assurer sa survie, que ces besoins pléthoriques sans être forcément exorbitants sont devenus incontournables. Les travailleurs estiment qu'ils ne peuvent plus s'en passer, ce qui vaut pour leurs besoins élémentaires ou essentiels mais pas seulement. Il en va ainsi que tous ceux qui sont venus se greffer dessus au fil du temps. Alors, dès qu'ils ne sont plus en mesure de les satisfaire en totalité, ils doivent effectuer des choix difficiles parmi tous leurs besoins. Or ces choix vont être mal vécus la plupart du temps, ils vont donner lieu à des frustrations ou privations plus ou moins douloureuses. Ils peuvent même les amener à devoir modifier leur mode de vie ou leur comportement contre leur gré, ils y sont contraints par les difficultés financières qu'ils rencontrent et qu'ils estiment injustes ou qu'ils n'ont pas méritées. Ils auraient pu s'y préparer, mais ils n'ont pas voulu écouter ceux qui les avaient avertis de ce qui les attendait.

A l'exploitation dont ils faisaient déjà l'objet et qui en partie ne leur échappait guère, bien qu'ils n'en comprenaient ni l'origine ni le fonctionnement, exploitation avec laquelle ils avaient été forcés de s'adapter bon gré mal gré en fonction de leur statut sociale et de leur niveau de conscience politique, va venir se greffer la sensation très désagréable d'être de plus en plus injustement opprimés, dans la mesure où vont devoir sacrifier certains besoins devenus essentiels, tels les loisirs, le sport, les divertissements, les sorties, les vacances, les voyages, la culture, etc.

Ils vont devoir envisager sérieusement la dégradation de leurs conditions matérielles d'existence, que leur condition matérielle d'existence se dégrade, régresse, alors que jusqu'à présent les contreparties dont ils bénéficiaient au titre du consensus auquel ils avaient consenties sur le plan économique leur rendaient l'oppression supportable ou leur procurait certaines satisfactions, on leur annonce qu'ils devront désormais s'en passer ou pire, qu'ils ne les méritent pas. Ils vont soudain s'apercevoir, qu'en réalité ils vivaient tranquillement sous un régime dont ils ignoraient la véritable nature dictatoriale qui ne leur épargnera aucune souffrance

La question est de savoir comment ils vont le prendre, nous serons rapidement fixés, semble-t-il ou souhaitons-le pour hâter la fin de ce cauchemar, qui sinon pourrait se transformer en tragédie sans que personne ne soit épargné, avouez que ce se serait dommage de ne pas saisir l'occasion pour renverser le régime en place, place à la révolution socialiste !

Carriérisme. En voilà un qui ne rencontrera pas « des difficultés d'argent » !

J-C – Quant à se prostituer et à passer son temps à se prosterner, autant que cela rapporte !

La retraite à 28 270 euros de Michel Barnier - 75secondes.fr 14 septembre 2024

Carrière en France

- Michel Barnier a été parlementaire pendant 17 ans et ministre pendant plus de 7 ans. Cela lui donne droit à une pension issue de ses années de service au sein de l'État français. D'après l'Observatoire de l'éthique publique, il a cotisé suffisamment pour recevoir une retraite d'environ 7 637 euros brut.

- Fonctions au Palais Royal : Ses années passées au Palais Royal ajoutent une pension équivalant à 75 % de son dernier salaire. Ce montant s'élève à 7 147,88 euros brut, portant le total à environ 5 300 euros brut.

- Conseil général de la Savoie : En plus de ces montants, son indemnité correspondant à ses 26 années de service au Conseil général de la Savoie s'élève à 13 187 euros brut.

Contribution européenne.

- La part la plus conséquente de sa pension provient de ses fonctions européennes. Michel Barnier a été commissaire européen pendant plus de 9 ans et négociateur en chef du Brexit durant 5 ans. À Bruxelles, il bénéficiera d'une pension de 10 653 euros brut pour son rôle de commissaire et de 4 430 euros brut pour sa mission de négociateur du Brexit. La somme totale de sa pension européenne s'élève à 15 083 euros brut.

Montant total

Si l'on cumule l'ensemble de ces pensions, Michel Barnier percevra une retraite totale de 28 270 euros brut par mois. Toutefois, bien qu'il puisse déjà toucher une partie de cette retraite en plus de son salaire actuel de 16 038 euros brut pour sa fonction de Premier ministre, il a choisi de suspendre temporairement sa retraite de commissaire européen. 75secondes.fr 14 septembre 2024

Une excellente formule.

- Le travail d'un illusionniste, c'est de concentrer l'attention des spectateurs sur des détails devant leurs yeux et de ne surtout pas leur permettre une vision globale de l'ensemble du processus en développement, ce qui mènerait, le cas échéant, inévitablement à la découverte de la supercherie.

Qui tient l'Elysée ? Pas le kleenex Macron.

- Le nouveau Premier ministre a d'abord rencontré Alexis Kohler avant d'avoir un premier tête-à-tête informel avec Emmanuel Macron.

Quelle fâcheuse habitude ! Mais où ont-ils la tête ! Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

Agent municipal tué à Grenoble : La carte d'identité du suspect retrouvée dans sa voiture accidentée - 20 Minutes/AFP 11 septembre 2024

"Charlie Hebdo" : comment les policiers ont identifié les frères Kouachi - franceinfo 8 janvier 2015

La carte d'identité de l'aîné, Said Kouachi, a été retrouvée dans la voiture abandonnée par les fuyards dans le 19e arrondissement.

Plus fort encore :

Le passager de Satam al-Suqamii a résisté à la désintégration du Boeing 767-223ER qui s'est écrasé dans la première tour du World Trade Center, il a atterri en bas de la rue. Trempé de kérosène, il a été ramassé par un passant qui l'a remis à un membre du New York City Police Department peu avant que la tour Sud s'effondre. Wikipédia.

Dictature climatique. Quand ils confondent sciemment climat et météo.

J-C – Puisque les saisons telles qu'elles sont établies sont incompatibles avec leur théorie frauduleuse du réchauffement climatique (de nature anthropique), ils ont décidé d'en modifier les dates ou périodes ! Plus bas une explication complémentaire de nature scientifique.

Le une dépêche : « L'été 2024 a été le plus chaud jamais enregistré » - AFP 6 septembre 2024

- Pour nous météorologues, l'été a commencé le 1er juin ! En effet, en météorologie, l'été couvre les mois de juin, juillet et août, c'est-à-dire la période la plus chaude et la plus ensoleillée de l'année dans l'hémisphère Nord. Le mois de septembre est le premier mois de l'automne météorologique, tandis que l'automne calendaire survient au moment de l'équinoxe, autour du 21 septembre. meteofrance.com

« Pour nous météorologues » maîtres des saisons et de l'univers ! Voyons de quoi il retourne.

Le solstice d'été est un phénomène astronomique qui correspond au moment où le Soleil atteint sa plus grande inclinaison par rapport à l'équateur céleste, le 21 juin qui marque le début de l'été.

L'équinoxe d'automne marque le début de cette saison, il correspond au moment où la nuit et le jour ont la même durée varie en fonction de la durée de rotation de la Terre autour du Soleil, elle se situe entre le 21 et 24 septembre

Par conséquent ces repères ou la durée des saisons calendaires n'ont pas été choisis au hasard, ils ont une base scientifique, astronomique, qui jusqu'à présent faisait consensus puisqu'il n'était venu à l'esprit de personne de modifier les périodes correspondant aux quatre saisons, sauf chez Météo France, où on a affaire non pas à des scientifiques, mais des idéologues enragés acquis à la mystification climatique de Davos.

Alerte, le climat se refroidit ! Cinglés !

Arrivée d'une vague de froid : pourquoi il va falloir ressortir les manteaux à partir de mercredi - FranceInfo 10/09/2024

Un air plus frais va gagner tout l'Hexagone au cours de la semaine, avec des températures inférieures aux normales de saison, prévient Météo-France.

Alors que l'été ne semble pas si loin, la France va connaître des températures très fraîches cette semaine, particulièrement à partir du mercredi 11 septembre. FranceInfo 10/09/2024

J-C - Le premier bulletin météo télévisé remonte au 17 décembre 1946. Quand j'étais jeune, je m'en moquais et je ne le regardais pas, je trouvais cela complètement con ou inutile. J'ignorais que c'était un facteur qu'ils allaient instrumentaliser dans le cadre d'un vaste programme destiné à influencer ou contrôler le mental et le comportement de la population.

Commentaire publié dans le blog **Le Grand Soir**

- Vous êtes sûr qu'on n'est pas sur le portail du Forum économique mondial ? Il recrute ?

Mystification climatique ou quand un porte-parole du GIEC s'adresse à vous. Tout est faux dans cet article rédigé par un agent du Green New Deal de Davos, jusqu'à l'amalgame scélérat qui consiste à assimiler à l'extrême droite tout opposant au discours frauduleux officiel consistant à instrumentaliser les aléas du climat. La démonstration figure dans mon blog (luttedeflasse.org).

La "*priorité absolue*" et la première tâche militante, c'est de lutter pour la rupture avec le capitalisme et ses institutions financières et politiques nationales et internationales, c'est d'organiser la classe ouvrière et contribuer à élever son niveau de conscience politique pour réaliser ces tâches politiques ou atteindre ces objectifs. C'est se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire...

Toute lutte est politique, toute lutte doit être subordonnée à cette orientation politique sous peine de sombrer dans l'opportunisme.

On semble ignorer la nature impérialiste du régime en place, qui se caractérise par la réaction sur toute la ligne, ce qui signifie qu'aucune réforme sociale ou politique conforme aux intérêts des exploités qui remettraient en cause le capitalisme ou ses institutions ne sera adopté aussi longtemps qu'on ne les aura pas renversés. Faire croire le contraire, cela revient à s'en remettre aux capitalistes et à ses représentants pour qu'ils réalisent ces réformes ou transformations révolutionnaires, c'est une supercherie politique.

- En famille.

- Ils peuvent même vous faire croire que c'est Mélenchon et Faure qui, en quelque sorte, ont nommé Barnier.

Remarquez bien que ce ne serait pas totalement faux, car ils se sont partagés les rôles (et les places) en tenant compte des illusions des masses ou en les instrumentalisant, c'est la seule chose qu'ils savent faire ou presque.

Et puis, quant à assurer la légitimité et la continuité des institutions de la Ve République, franchement, autant le faire dans l'opposition parlementaire, c'est plus confortable et tout aussi rentable, car tout ce qu'on racontera ne portera pas à conséquence ou on ne vous demandera pas de le mettre en pratique, cela demeurera que des mots finalement, des intentions sans lendemains, qui n'engageront à strictement rien, c'est pratique, qui plus est, personne ne s'en apercevra et ne vous réclamera des comptes, vous pourrez continuer de faire illusion jusqu'au prochain scrutin, que du bonheur en somme, plutôt que devoir gouverner avec Macron, donc continuer la même politique réactionnaire et prendre des coups de tous les côtés à la fois.

- En observant la réaction de la majorité des masses à la dictature hygiéniste de janvier 2020 à décembre 2022 (ou plus), puis à la dictature énergétique et climatique, au récit frauduleux de la guerre en Ukraine, au génocide des Palestiniens, à l'emballement de la hausse des prix (énergie, alimentation, etc.), autant d'expériences d'une violence extraordinaire vécues directement ou en direct, autant d'expériences auxquelles elles répondirent en faisant preuve d'une relative passivité ou indifférence, bref, en prenant en compte ce contexte, il était facile de se faire une idée assez précise de leur état d'esprit du moment et de leur niveau de conscience en général ou plutôt de conditionnement, pour ne se faire aucune illusion sur la manière dont elle aborderait les élections législatives et leur dénouement.

Pourquoi ? Parce que fondamentalement rien dans leur condition n'avait changé, donc il n'y avait pas de quoi imaginer qu'autre chose adviendrait, que ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

Ceux qui doivent se poser de sérieuses questions ou qui ont un grave problème politique à résoudre, ce sont tous ceux qui s'attendaient à autre chose, comme chaque fois du reste, à un miracle semblait-il, puisqu'il y a même des croyants ici, c'est stupéfiant ! Personnellement je ne me sens pas concerné, puisque j'avais appelé au boycott. Certains en arrivent à dire "tout ça pour ça", eh oui comme en 81, c'est pitoyable 53 ans plus tard !

Vous me direz qu'on aurait pu tout aussi bien remonter au Front populaire de 36, qui se termina par le vote des pleins pouvoirs à Pétain, quelle époque glorieuse, je les vois déjà d'ici hurler au raccourci scandaleux, comme quoi il n'y a vraiment rien de changé !

Je passe la IVe République et ses toutes aussi glorieuses guerres impérialistes en Asie et en Afrique du Nord, sans oublier les "*Trente glorieuses*" entamées sous le mandat d'un général président et qui s'achèveraient sous un centriste précurseur de l'extrême centre fervent partisan de l'Union européenne ou l'OTAN politique en Europe, hurra !

J'ai fait l'impasse sur 68, où en guise d'orientation révolutionnaire, on eut le droit à "*changer la vie*", au lieu et place de changer de régime, pour que finalement rien ne change. Et effectivement fondamentalement, on en est toujours au même point mort 56 ans plus tard. En mieux ou en pire, cela se discute.

La crise du capitalisme n'a cessé de s'approfondir jusqu'à ébranler ses fondements, ses institutions, c'est plutôt bon signe et encourageant. Ce qui l'est moins, c'est la faiblesse organisationnelle des masses dans des structures politiques qui ne soient pas complètement corrompues ou irrécupérables, toutes celles qui ont failli dans le passé, toutes celles qui en sont issues, leurs satellites, l'absence d'un véritablement parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, appelez-le comme vous voudrez, et la faiblesse de leur niveau de conscience politique, parce que les conditions matérielles de la majorité demeurent relativement confortables, et les partis dits ouvriers qui sont censés représenter leurs intérêts ont abandonné le socialisme, ce qui les prive des moyens théoriques pour comprendre la situation, par conséquent, elles rejettent les tâches et les objectifs politiques qu'on leur propose et qui permettraient de réaliser un changement de régime ou une révolution politique et sociale...

On peut nier ce constat, d'ailleurs les uns et les autres passent leur temps à cela, certains préférant polémiquer sans fin sur le sexe des anges, c'est pour dire à quel niveau théorique ou état de décomposition politique on en est rendu, c'est cela le plus préoccupant, à mon humble avis.

Heureusement que la lutte de classe continue, on le doit à la classe ouvrière uniquement, tout espoir n'est pas perdu...

- @Julie

J'ai trouvé cela sur le Net en... 2 secondes !

Interrogé sur le slogan "*Un flic mort : un vote pour le RN en moins*", Jean-Luc Mélenchon invoque "*le droit de rigoler*", mais "pas sur la mort des gens" - FranceInfo 28/06/2024

Le leader de La France insoumise était invité sur le plateau de M6 à commenter le message d'une pancarte photographiée lors d'une manifestation.

Jean-Luc Mélenchon a été interrogé sur M6, jeudi 27 juin, au sujet du slogan "*Un flic mort : un vote pour le RN en moins*", photographié sur une pancarte au cours d'une manifestation et posté sur X.

"*C'est absurde, mais on a le droit aussi de rigoler non ? Pas sur la mort des gens, mais quand des gamins disent...*", a répondu dans un premier temps Jean-Luc Mélenchon, interrompu par une intervention du journaliste : "*C'est pas drôle*", a lancé Xavier de Moulins. "*Bien sûr que ce n'est pas drôle*", a alors ajouté l'ancien candidat à la présidentielle. Cet extrait a été posté sur le réseau social X par la chaîne M6.

"*Jean-Luc Mélenchon a considéré hier, très tranquillement, qu'il était 'rigolo' de dire dans un slogan : 'Un flic mort = un vote pour le RN en moins'. Qu'il puisse demain être Premier ministre de la France, c'est terriblement inquiétant*", a réagi sur le plateau de CNews la députée du Rassemblement national (RN) Marine Le Pen. FranceInfo 28/06/2024

J-C T - Mélenchon a eu beau acquiescer, "*bien sûr que ce n'est pas drôle*", pour que la pourriture de Le Pen et l'ensemble des médias mainstream lui prêtent malgré tout d'avoir déclaré le contraire ou tronquent son intervention pour le faire passer pour quoi au juste, je l'ignore, puisque par ailleurs Mélenchon ne manque pas une occasion pour manifester son soutien à l'ordre établi... Au diable les bien mal nommés réseaux sociaux !

- @ Zéro

- Heureusement que la lutte de classe continue, on le doit à la classe ouvrière uniquement... (JCT)

- « *Je la vois plutôt vautrée dans le lepénisme...* »

Elle vous effraie à ce point-là, à moins qu'on n'en ait pas du tout la même conception ou on ne parle pas de la même chose ?

J'évoquais la lutte de classe des travailleurs qui se battent pour de meilleures conditions de travail et d'existence, contre la pauvreté et la précarité, l'injustice sociale, pour conserver leurs emplois, les services publics, pour obtenir un meilleur salaire, de nouveaux droits politiques, etc. mais aussi qui

soutiennent tous les peuples en lutte partout dans le monde contre l'exploitation, l'oppression et la guerre...

Vous dites – « *Ce qui me donne espoir, c'est que les trois-quarts des Français estiment - à ma grande surprise ! - que Macron a volé les élections en les interprétant à sa manière !!* »

Moi, je trouve cela plutôt désespérant, car l'homme lige Macron n'a rien volé du tout, il sait compter et il sait sur qui compter, c'est tout et c'est apparemment suffisant pour gouverner, la preuve !

Ce que je viens de publier dans la causerie de mon blog (luttedeflasse.org) :

LFI n'a que 72 députés, ils ne représentent que 12% des députés sur 577.

Les députés du NFP ont été élus sur un programme réformiste au rabais, qui n'égratigne même pas les fondements du capitalisme.

L'oligarchie qui a mis en place Macron le sait. Elle savait aussi que parmi les composantes du NFP la plupart ne se battraient pas pour qu'il soit appliqué, en réalité aucune si la pression était trop grande sur elles. Alors, pourquoi voudriez-vous qu'elle leur fasse la moindre concession, elle sait que leurs dirigeants n'ont pas le choix, soit ils capitulent en rase campagne, soit ils l'affrontent directement. Or, elle sait qu'ils n'en ont ni l'envie ni les moyens, dès lors, elle n'a pas à tenir compte du nombre d'élus obtenus par le NFP (193), elle n'a pas besoin d'eux pour gouverner, elle a mieux sous la main avec Ensemble et LR qui totalisent plus de 200 élus, donc davantage que LFI, tout en s'assurant de la neutralité du RN. Et le tour est joué !

Pour cette raison, j'ai été ulcéré par les vociférations et gesticulations des dirigeants du NFP pendant 52 jours, et ils continuent sur le même registre, on nous a volé la victoire, alors qu'en réalité, ils ont tout juste gagné le droit de la fermer !

J'ajoute que je les considère comme des imposteurs et qu'on doit les combattre comme tels, sur les bases du socialisme et non pour régler des comptes personnels ou je ne sais quoi.

Quant à l'allusion aux croyants, elle concernait, Caza, Maxime Vivas, mais ce n'était pas méchant de ma part. Ma compagne tamoule est hindoue pratiquante, j'ai même un temple dans la pièce principale de la maison et un autre dans le jardin, en fait un arbre (vépillai) décoré façon sapin de Noël, c'est son truc un brin animiste, pas le mien. Je suis un horrible bolchevik léniniste, pur et dur, authentique, une antiquité, un vieux fossile si cela peut vous faire plaisir, qui, s'il était en voie de disparition, signerait à coup sûr la fin de la civilisation humaine, tout cela pour cela, avouez que ce serait franchement dommage, non ?

- @Bernard Gensane

Personnellement, 69 ans demain, voilà qui ne nous rajeunit pas !

Ce serait bien que la date de naissance des lecteurs qui postent des commentaires figurent à côté de leur nom ou pseudonyme pour se faire une petite idée sur eux ou plutôt, cela faciliterait opportunément la lecture de leurs commentaires, la compréhension de leurs motivations, de leurs

intentions, car souvent, on n'a pas les mêmes à 20 ans qu'à 80 ans, souvent aussi sans qu'on en ait pleinement conscience d'après ce que j'ai pu remarquer.

La vieillesse est un naufrage, dit-on, physiquement, c'est indéniable et difficile de le camoufler, mentalement aussi, mais c'est plus complexe. Cela dépend du statut social de la personne et la manière dont elle l'a vécu, ainsi que plusieurs facteurs cognitifs, son niveau intellectuel et de conscience en général qui vont déterminer les moyens dont elle disposera pour maîtriser son apparence, son comportement, son discours. Elle peut être naturelle ou jouer un personnage et en changer en fonction de ses interlocuteurs ou des circonstances, mais aussi des idées préconçues généralement admises sur le comportement des vieux. Il est facile de les instrumentaliser en présence de gens particulièrement naïfs ou conformistes pour qu'ils vous passent vos caprices ou accordent de l'attention aux conseils avisés que vous leur donnez. Cela a le même pouvoir que l'humour, à condition d'en faire un bon usage.

Les vieux sont finalement des rentiers, des bourgeois qui s'ignorent, je ne parle pas de ceux qui finissent leurs jours dans la misère noire évidemment, et ils en partagent souvent les tares, ils sont autoritaires ou ils se croient autorisés à imposer leurs idées en raison de longue expérience de la vie, ce qui ne signifie rien en soi, il suffit de lire la plupart des commentaires du GS pour en avoir une illustration pathétique...

Je ne vais pas m'étendre davantage sur ce sujet. Il y a des peuples qui vouent un culte aux ancêtres ou qui idéalisent les vieux, j'estime qu'ils ne le méritent pas, car c'est flatter l'ignorance des populations passées, avec tout le respect qu'on leur doit bien sûr. Ils incarnent le passé qui est définitivement révolu, mais les enseignements que nous ont laissés ses plus grands penseurs sont toujours vivants, à nous de les faire vivre, au lieu d'avoir toujours les yeux braqués sur le rétroviseur, consacrons-nous plutôt au présent, car c'est là que résident les matériaux dont nous avons besoin pour réaliser notre émancipation et conquérir notre liberté.

Bien à vous et portez-vous bien tous les trois.

Tardieu Jean-Claude 11/09/1955.

- J'avoue ne m'être jamais intéressé à ce parti (le PRCF), aux satellites du PS ou du PCF en général, donc je m'abstiendrai de commenter cette analyse. En outre, je ne suis ni pacifique, ni patriotique, ni environnementaliste, ni antifasciste, ni antiraciste, ni anti-impérialiste, ni ce que vous voudrez, dans la mesure où j'ai constaté, que selon les circonstances ceux qui prétendaient l'être étaient amenés à revendiquer le contraire et figuraient parmi les partisans les plus zélés du capitalisme...

J'ai toutefois remarqué que la CGT manquait à l'appel, alors qu'elle s'était gravement compromise en 2017 en appelant à voter Macron, puis NFP en 2024, elle n'a donc rien à envier à la CFTC, la CFDT ou l'UNSA, ajoutons FO qui n'a pas besoin d'appeler à voter pour qui que ce soit, puisque la nature réformiste que revendique ce syndicat, sa participation au "dialogue social", ainsi qu'au Conseil économique, social et environnemental, une institution corporatiste de la V^e République, signifie que FO n'est pas plus indépendant de l'État et du capitalisme que les autres syndicats.

Quant à la question du parti, de la révolution socialiste, de la destruction de fond en comble de l'État bourgeois ou capitaliste pour instaurer une République sociale, tout dépend de quelle manière on l'aborde, soit à partir de nos intérêts individuels exprimés plus ou moins consciemment, qui nous

fourniront autant de prétextes qu'on voudra pour en nier la nécessité et nous en détourner, soit à partir des enseignements de la lutte de classe du passé en les actualisant si besoin était.

Autrement dit, la manière de l'aborder qui consiste à en faire une question personnelle au lieu de s'en tenir strictement aux faits et leur enchaînement, n'a rien à voir avec le marxisme, elle est du domaine de la métaphysique ou de l'idéologie, de l'idéalisme, et ne peut déboucher que sur une impasse ou n'importe quoi, ceux qui s'en contentent ou s'en satisfont ont sans doute leurs raisons, qui n'ont aucune valeur scientifique, elles sont indéfendables et n'ont aucune légitimité. Ils raisonnent en croyants, et ils abordent toutes les questions qu'on leur soumet sur un plan émotionnel au lieu de prendre du recul spontanément et commencer par réfléchir, sans se demander s'ils se posent les bonnes questions, comment le pourraient-ils dans ces conditions-là ?

La question de la cocotte-minute prête à exploser pose problème. Elle est bien mal choisie ou trompeuse. Elle démontre que l'auteur de ce texte, fort brillant au demeurant, ne maîtrise pas tous les facteurs qui composent la situation, car dans le monde ou sur tous les continents depuis déjà des lustres, ils existent des conditions de travail et d'existence mille fois pire qu'en France, sans que pour autant les régimes en place soient réellement menacés, sauf à prendre nos désirs pour la réalité, ce qui est fortement déconseillé si on veut comprendre la situation et aller de l'avant. Pourquoi tous ces peuples soumis à des conditions d'exploitation ou d'oppression effroyables, qui n'ont rien à perdre, ne se révoltent-ils pas ? Ils n'ont pour ainsi dire aucune conscience de classe, leur niveau théorique est quasiment nul et leur niveau organisationnel ne vaut guère mieux. Vous voulez faire quoi partant de là ? J'y suis confronté quotidiennement en Inde, un cauchemar difficile à vivre quelque part. En 28 ans, je n'ai jamais croisé un militant ouvrier !

Ce sont chaque fois des dirigeants des classes moyennes qui ont pris l'initiative d'organiser la classe ouvrière, et de lui fournir une base théorique pour mener sa lutte de classe depuis le milieu du XIXe siècle. Où sont-ils aujourd'hui ? Ils n'existent pas ou ils ont tous adopté l'idéologie réformiste contre-révolutionnaire, antisocialiste, dès lors qu'y a-t-il à en attendre ? Rien. À mon avis, il est là le principal problème que nous avons à résoudre. Nous n'avons pas été capables de tirer tous les enseignements de l'impérialisme et de l'opportunisme qui était son pendant dans le mouvement ouvrier, et nous en payons aujourd'hui les conséquences.

A @RV

Je ne sais pas si 70% des votants sont de droite pour reprendre votre expression, si tel est le cas, c'est que les partis qui les représentent le sont également, c'est effectivement ce que je pense, puisque être de gauche devrait signifier militer pour un changement de régime politique et économique. Or, ceux du NFP y sont tous farouchement opposés, la preuve en est qu'ils étaient prêts à cohabiter avec Macron, laissons de côté l'extrême gauche trop décomposée et insignifiante pour jouer un quelconque rôle politique, ce qui ne signifie pas qu'il n'existerait pas ici ou là des militants sincères demeurés fidèles au socialisme ou tentant de le rester.

Dans tous les partis et groupes d'extrême gauche, ils existent de brillants intellectuels, y compris au PCF et au PRCF, pourquoi refusent-ils de confronter leurs désaccords, c'est un truc que je n'arrive pas à comprendre ou qui m'est totalement étranger. Qu'auraient-ils à craindre, s'ils étaient bien intentionnés ? Rien, car tout le monde a le droit de se tromper. Ou alors ce sont des idiots ! Ils en font une affaire personnelle, on en revient toujours là, à ce putain d'amour-propre mal placé, s'ils le privilégient à nos intérêts collectifs, c'est lamentable, cela semble être le cas malheureusement. À suivre.

Situation sociale en France.

La survie du capitalisme a des conséquences catastrophiques sur toutes les catégories de la population, elle constitue une menace pour son intégrité biologique et mentale.

J-C - Il faut légitimer la dictature numérique des GAFAM et autres acteurs de ce secteur économique quitte à réduire les enfants à l'état de zombi.

"Mon téléphone, c'est mon doudou, ça m'angoisse de le laisser" : l'interdiction totale du portable au collège expérimentée depuis une semaine - francetvinfo.fr 10 septembre 2024

Depuis 2018 une loi interdit en théorie l'utilisation du téléphone dans l'enceinte scolaire : les élèves peuvent l'avoir, mais éteint et au fond du sac. Dans les faits, beaucoup de jeunes continuent à l'utiliser en cachette, source de déconcentration voire de conflits et de harcèlement. En cette rentrée, une expérimentation est en cours dans près de 200 collèges du pays. Il s'agit de déposer son portable dans un casier ou une mallette, au lieu de le garder avec soi.

L'idée est de lutter contre l'utilisation frauduleuse dans les couloirs ou en classe.

Anouk, élève de 3e, le confie : les années passées, elle ouvrait de temps en temps ses applications fétiches Snapchat, Instagram ou TikTok alors qu'elle était au collège. *"C'était bien aussi d'avoir un temps sur notre téléphone, pour 'sortir' un peu du collège... Maintenant on discute entre nous, on parle davantage, du coup. Mes parents trouvent ça bien, parce que ça nous évite de trop regarder le téléphone, mais quelquefois c'est d'eux que venaient les messages pour savoir à quelle heure on sortait, s'ils venaient nous chercher..."* Si c'est si difficile de laisser complètement son téléphone pendant la journée, c'est que certains ados passent tout leur temps libre dessus, témoignent plusieurs collégiennes : *"Même quand je marche pour rentrer chez moi"*, reconnaît l'une d'entre elles, qui avoue regarder son téléphone *"sept heures par jour, au moins."*

Ces élèves ont, en fait, très peur de laisser leur téléphone dans un casier, même fermé à clé : *"Ça m'angoisse un peu, dit l'une d'elles, qu'on me le vole, que quelqu'un y touche... Mon téléphone, c'est mon doudou informatique !"* Selon ces ados, cette nouvelle règle va rapidement être contournée par certains élèves.

Le principal du collège de Langeac, Pierrick Villard : *"Certains parents ont dit : 'les enfants n'emmèneront pas leur téléphone au collège', d'autant plus qu'on a rappelé à toutes les familles que si elles avaient besoin de joindre leur enfant elles pouvaient appeler le service de la vie scolaire et que nous ferions transiter le message... C'était déjà le cas avant, mais la solution de facilité était un SMS adressé directement à l'enfant, y compris pendant le temps de classe."* francetvinfo.fr 10 septembre 2024

J-C- On vit une époque où ils ont imposé l'inversion accusatoire, l'inversion des valeurs, l'inversion des rapports entre parents et enfants, adultes et enfants, entre instruits et arriérés, synonymes de chaos, de conflits permanents à tous les niveaux de la société, c'est délibéré, ils l'ont théorisé, programmé.

En 2020, plus d'un mineur de moins de 15 ans sur cinq possédait un mobile, le plus souvent obtenu à partir de 11 ans, âge d'entrée au collège, selon un sondage réalisé par Médiamétrie. francetvinfo.fr 08 septembre 2024

En avril 2024, une commission d'experts mise sur pied par Emmanuel Macron a recommandé (lien en PDF) de ne pas fournir de téléphone portable aux enfants avant 11 ans, que l'appareil ne soit pas connecté à internet avant leurs 13 ans et que l'accès aux réseaux sociaux ne leur soit autorisé qu'à partir de 15 ans.

L'acquisition d'un téléphone doit être l'occasion d'explicitier ce qui a vocation à être public ou privé, d'expliquer que la loi ne permet pas de tout dire et de rappeler qu'une personne réelle se trouve de l'autre côté de l'écran.

Il est conseillé d'interdire le téléphone au moins une heure avant le coucher, ce qui lui évitera des perturbations du sommeil. Des temps sans téléphone doivent aussi être préservés pour favoriser d'autres activités, comme les devoirs et le sport. Là encore, le dialogue est la clé pour que l'enfant comprenne pourquoi on limite son usage.

En revanche, la plupart des spécialistes interrogés déconseillent l'installation en douce de logiciels espions ou de traçage de l'enfant.

"L'idée est d'autonomiser l'enfant dans son utilisation du téléphone. S'il se rend compte que vous l'espionnez, la confiance sera brisée et il ne se tournera pas vers vous en cas de situation difficile."
Grégoire Borst, professeur de psychologie du développement. francetvinfo.fr 08 septembre 2024

J-C - Autrement dit, c'est l'exception qui dicte la règle à adopter, France intox n'a pas choisi cet interlocuteur par hasard !

A droite toute !

Budget : pourquoi la proposition d'instaurer des jours de carence supplémentaires dans la fonction publique ressurgit - FranceInfo 12 septembre 2024

Un rapport, commandé par Gabriel Attal en février et publié début septembre, estime que l'ajout d'un ou deux jours d'arrêt de travail non rémunérés permettrait de dégager de 174 millions à 289 millions d'euros d'économies par an.

Leur rapport de près de 300 pages, publié le 5 septembre, fait état d'"une hausse généralisée" des arrêts maladie depuis la crise du Covid-19. Dans la fonction publique, l'étude évalue le coût des absences pour raisons de santé à 15 milliards d'euros en 2022, année marquée par un nombre d'arrêts maladie à un niveau "historiquement haut". Les auteurs estiment que le nombre d'absences s'élevait à 14,5 jours par agent public en 2022 (11,7 jours dans le privé), contre 8 jours par an sur la période 2014-2019. Si la tendance à la hausse "semble s'être inversée" en 2023, dans les secteurs public et privé, l'Igas et l'IGF suggèrent toutefois plusieurs pistes pour ramener durablement ce taux à son niveau d'avant la crise sanitaire.

La piste d'une baisse de l'indemnisation

Parmi les propositions, le rapport préconise l'introduction d'un ou deux jours de carence supplémentaires, c'est-à-dire des jours d'arrêt de travail non rémunérés. Le jour de carence dans la fonction publique avait été introduit en 2012 sous Nicolas Sarkozy, avant d'être supprimé en 2014 sous la présidence de François Hollande, puis rétabli par Emmanuel Macron en 2018. Selon le rapport, ce retour "*a rempli son objectif de réduction des arrêts de courte durée et a représenté des économies budgétaires de 134 millions d'euros en 2023 pour le budget de l'Etat*". Un deuxième jour de carence pour les fonctionnaires rapporterait 174 millions d'euros par an, et un troisième jour – comme dans le privé – permettrait de dégager 289 millions d'euros.

Selon une note de l'Insee, le rétablissement du jour de carence dans l'Education nationale a effectivement entraîné un recul de la fréquence des arrêts maladie. Mais cela ne signifie pas que les absences étaient auparavant nécessairement injustifiées, insiste l'Insee. "*En effet, l'introduction du jour de carence peut encourager les personnes malades à travailler.*"

Le rapport de l'Igas et de l'IGF évoque également la possibilité de réduire la rémunération des jours indemnisés dans le cadre d'un arrêt de courte durée. Actuellement, à l'exception du premier jour de carence, les agents du public sont "*rémunérés à plein traitement*" durant les trois premiers mois d'arrêt. Les deux organismes proposent de diminuer cette rémunération à 90% du traitement, comme dans le privé, même si, dans les faits, 70% des travailleurs du privé bénéficient d'un maintien de leur salaire de la part de leur employeur à l'issue de leurs jours de carence, rappelle le rapport.

La réduction de l'indemnisation dans le public permettrait de réaliser 300 millions d'euros d'économies dans chacun des trois versants de la fonction publique (Etat, territoriale et hospitalière), d'après l'étude. Soit 900 millions d'euros au total. FranceInfo 12 septembre 2024

Parole d'internaute

1- Quand on y regarde de plus près, il fallait 80 M€ en 2014 pour être dans le top 500 des fortunes françaises. Soit 94 M€ actualisé en 2023 (convertisseur INSEE : Convertisseur franc-euro | Insee). Aujourd'hui, il faut 245 M€ pour y figurer. Soit 2,6 fois plus qu'en 2014 ou +260 % en 10 ans. Dans le même temps, le SMIC a augmenté de 4 % sur 10 ans. C'est le fameux ruissellement ! Ou plutôt d'une captation éhontée des richesses par la "*France d'en-haut*" sans la moindre taxation.

Aujourd'hui, les aides publiques aux entreprises sont le premier budget de l'Etat avec 200 milliards d'Euro.

2- N'exposer qu'une partie de la vérité pour orienter le débat est une technique classique de propagande.

Ainsi, peu nombreux sont les politiques et les journalistes qui rappellent qu'environ 20% des arrêts maladies ne sont pas respectés et que bon nombre de patients refusent carrément que leur médecin les arrête. Ça dénoterait sérieusement du storytelling autour du Français fainéant et fraudeur.

Moins nombreux encore sont ceux qui rappellent que nos entreprises sont peu soucieuses de la santé et de la sécurité de leurs employés. Un travailleur meurt toutes les douze heures en France, sans

même compter les suicides, les accidents mortels sur les trajets domicile-travail et les maladies professionnelles. Cela fait de nous un des pires pays d'Europe en la matière. Étonnamment, pas un politique pour nous comparer à l'Allemagne sur le sujet, on préfère avoir la Roumanie comme modèle apparemment.

3- Comme une majorité de métier à l'hôpital public, le salaire est moins élevé que le privé mais vous bénéficiez de l'avantage du statut de fonctionnaire (sans compter une période d'essai contractuelle de 5 ans environ). C'est le principe du départ. Les salaires sont basés sur une grille sans possibilité d'en bouger, tandis que dans le privé vous pouvez négocier votre salaire avec votre employeur ainsi que son évolution. Ainsi vous avez dans le public une grille qui commence environ à 1800 brut alors que dans le privé c'est entre 2000 et 2500. Pourquoi croyez-vous que le statut de fonctionnaire a été créé, c'est simplement pour maintenir des bas salaires en échange d'un avantage, qui d'ailleurs disparaît petit à petit. D'où le manque de candidats...

4- Vous pouvez supprimer le statut de fonctionnaire (j'imagine que vous parlez de la sécurité de l'emploi), mais c'est plus cher... Comme vous n'allez pas vous débarrasser des enfants, vous aurez toujours besoin d'autant d'enseignants... Vous pouvez espérer que la criminalité baisse, mais vous aurez toujours besoin de policiers... Je souhaite que personne ne soit malade, mais malheureusement vous aurez toujours besoin de soignants... Il n'y a pas de miracle, les employés du public sont actuellement payés moins que les employés du privé (toutes les études le montrent pour poste équivalent), donc vous pouvez tout privatiser mais vous ne gagnerez rien! Je vous invite à regarder le coût de la vie aux USA où il faut environ de 2 à 4 fois un salaire FR (toujours à poste équivalent) pour avoir les mêmes avantages (santé, éducation, sécurité, ...). C'est le principe de répartition.

Sur la situation économique de la France.

La France : en marche vers la récession - legrandsoir.info 10 septembre 2024

<https://www.legrandsoir.info/la-france-en-marche-vers-la-recession.html>

Pour le lobby financier, la construction européenne doit revenir aux banquiers - Réseau Voltaire 13 septembre 2024

Le banquier italien Mario Draghi a remis, le 9 septembre, son rapport sur le « *Futur de la compétitivité européenne* ».

Le document, en deux volumes de plus de 400 pages, plaide pour une construction européenne par les banquiers.

Il constate le peu de possibilité d'investissement de l'UE (32 % du PIB) par rapport aux États-Unis (142 % du PIB) en raison de la persistance de système de retraite par répartition (sauf aux Pays-Bas, au Danemark et en Suède). Il préconise donc de développer des systèmes de retraite privés dans

l'ensemble des États membres afin de rassembler des capitaux et de les canaliser vers les marchés financiers.

Il insiste sur la nécessité de transformer l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) en un véritable régulateur unique, à l'image de la Securities and Exchange Commission (SEC) aux États-Unis. « Une étape essentielle pour transformer l'AEMF est de modifier sa gouvernance et ses processus de prise de décision dans le même sens que ceux du Conseil des gouverneurs de la BCE, en les détachant autant que possible des intérêts nationaux des États membres de l'UE ».

Enfin, il plaide pour une relance du marché de la titrisation afin d'augmenter les capacités de financement des banques et invite la Commission européenne à proposer une révision des exigences prudentielles concernant les actifs titrisés.

En d'autres termes, Mario Draghi dresse un éloge de l'endettement allant à l'encontre de la doctrine allemande qui prévaut jusqu'ici.

Ce rapport, au raisonnement impeccable, dresse un constat imparable. Il crie à l'urgence, ce qui coupe court à toute réflexion sur les méthodes pour y répondre. Il élude la question des causes du déclin industriel de l'UE, c'est-à-dire de la vassalité face aux USA qui ont saboté le gazoduc Nord Stream et organisé la guerre en Ukraine. Il considère comme allant de soi que la construction d'une UE fédérale est indispensable pour mener à bien les réformes sans envisager qu'elles pourraient être conduites plus facilement par des coopérations entre États souverains. Sur ce point, il est étonnant au XXI^e siècle de promouvoir une structure pyramidale plutôt qu'un réseau pour favoriser les entreprises. Mais Mario Draghi est l'ancien vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs. Réseau Voltaire 13 septembre 2024

J-C - Comme toutes les analyses du Réseau Voltaire, celle-ci est biaisée. Comment cela ? C'est simple, dans la mesure où il est faux d'attribuer le "*déclin industriel de l'UE*" à sa "*vassalité face aux USA*", car tout au plus cette explication ne correspond qu'à une toute petite partie du problème de l'UE, car la division du travail internationale ou de plus en plus généralisée, poussée à l'extrême à l'échelle mondiale, englobant tous les continents, se traduit par une perte de productivité et donc de plus-value des entreprises de l'UE face à celles des pays dits émergents ou déjà en passe de devenir dominants comme la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, et des pays sous-développés en voie d'industrialisation rapide en Afrique et dans le reste du monde, parce que tous ces pays sont en mesure de proposer des coûts de production plus bas, en termes de main d'œuvre, énergie, transport et même matières premières quand ces pays renferment ces richesses, et qui pour répondre à leurs besoins intérieurs se tournent de préférence vers les pays ou les entreprises qui leur offrent les prix les plus bas à qualité de service égal ou supérieur.

Ce qui est en cause, c'est donc le capitalisme mondialisé avec ses lois de fonctionnement incontournables ou qui s'imposent à tous les acteurs économiques, dont les contradictions ne peuvent conduire qu'à la guerre ou au socialisme pour peu que le prolétariat parviennent à se doter d'une nouvelle direction pour le renverser, ce que le Réseau Voltaire ne peut pas admettre ou reconnaître puisqu'il est pro-capitaliste.

Vous allez là démasquées les limites de la rhétorique de ces gens qui se disent démocrates, progressistes ou anti-impérialistes, et qui finalement sont des agents déguisés de la réaction. C'est également le cas de la quasi-totalité des géopoliticiens ou experts qui s'expriment dans les médias et réseaux sociaux dits indépendant ou alternatif, de façon à détourner du socialisme leurs lecteurs ou sympathisants.

Le nœud coulant se resserre, sur qui ? L'heure de l'affrontement direct entre les classes approche.

Budget 2025 : Michel Barnier face un impossible compromis ? - lepoint.fr 13 septembre 2024

Le projet de loi de finances pour 2025, que le futur gouvernement de Michel Barnier devra déposer au bureau de l'Assemblée nationale avant le 1er octobre, aura un parfum d'austérité budgétaire. « *Ce sont 25 à 30 milliards d'euros d'économies annuelles qu'il faut trouver pour les six ou sept années à venir* », rappelle le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale (groupe Liot) Charles de Courson, sollicité par Le Point. lepoint.fr 13 septembre 2024

J-C - Dans cet article ils expliquaient qu'il n'existait pas de recette miracle : Mettre à contribution les milliardaires ou se rabattre sur les millionnaires, impensable, ils sont au pouvoir ; alors les entreprises, unimaginable, elles n'y survivraient pas dit-on, reste les classes moyennes et la classe ouvrière, par exemple lutter efficacement contre la fraude au RSA et contre les autres formes de fraude sociale permettrait de récupérer 2,7 milliards d'euros, bref, s'attaquer aux "salauds" de pauvres, autre piste dans le même registre, réduire le coût de fonctionnement des opérateurs de l'État (l'Agence nationale de l'habitat, le CNRS, le CNC, le musée du Quai-Branly, France Travail, etc.) permettrait de réaliser une économie de 4,2 milliards d'euros, autrement dit s'attaquer à tous les ministères ou budgets à caractère social en priorité, le reste était à l'avenant.

Le plus cocasse, si je puis dire, c'est quand ils expliquèrent quelque peu dépités, que de toutes manières aucune majorité ne se dégagerait pour soutenir à l'Assemblée nationale de telles mesures antisociales et le gouvernement pourrait faire face immédiatement à une motion de censure et être renversé. Macron n'aurait plus qu'à démissionner ou déclencher l'article 16 de la Constitution qui lui octroierait tous les pouvoirs, à lui ensuite de les adopter par décret.

En gros, ils sont dans une impasse, ils n'ont plus d'autre alternative que passer en force pour appliquer leur politique ultra réactionnaire ou dévoiler la nature dictatoriale du régime au risque d'en ébranler les fondements et provoquer une crise sociale aux conséquences politiques incontrôlables, provoquer la mobilisation révolutionnaire des masses, c'est tout le mal qu'on se souhaite !

A bas le Service national universel, la propagande de guerre ! À bas la guerre, à bas Macron, l'exploitation et la Ve République !

J-C – Entre nous, on est sympa, on est prêt à leur faire faire entre de 3,5 à 5 milliards d'euros d'économie... parce qu'on déteste que la jeunesse soit enrégimentée ou promise au hachoir à viande !

Service national universel voulu par Macron : le rapport au vitriol de la Cour des comptes - RT 13 septembre 2024

Dans un rapport publié ce 13 septembre, la Cour des comptes dresse un bilan sévère du Service national universel (SNU) qu'avait voulu Emmanuel Macron, épinglant les difficultés d'organisation et l'échec en matière de « *mixité sociale comme d'engagement* ».

Les auteurs du rapport font état d'un coût «total de 3,5 à 5 milliards d'euros» par an et cela «sans compter les coûts d'investissement à venir dans les centres d'hébergement, les éventuels surcoûts liés au changement d'échelle et les coûts portés par les autres financeurs publics». Des coûts élevés, jugent les magistrats, au regard du «contexte de restriction budgétaire». Ceux-ci soulignent que pour la seule année 2022, lorsque le dispositif était en expérimentation, «le coût par jeune» s'est élevé «à un minimum de 2 900 euros».

Le rapport évoque des objectifs de mixité sociale «non atteints» et explique qu'une «généralisation impliquera [...] une part accrue de jeunes réticents à participer» au SNU. La Cour mentionne notamment 33 exclusions de volontaires pour «motif d'agressions» en 2023, ainsi qu'un taux de désistement de 28%. RT 13 septembre 2024

Situation politique en France

L'art consommé du mépris du peuple en oligarchie. Imposture ou déni ? Provocation ou démeance ?

Emmanuel Macron estime qu'il faut "toujours prendre en compte" le suffrage des Français - BFMTV 12 septembre 2024

"Le peuple aujourd'hui souverain s'exprime par le suffrage qu'il faut toujours prendre en compte parce que c'est le fait premier en toute démocratie", a-t-il souligné lors de la cérémonie de rentrée du Conseil d'État, au risque de provoquer une nouvelle levée de boucliers de la gauche à l'issue des législatives.

J-C - Où est le lézard ou le biais dans ce syllogisme ? Dans le postulat que le peuple serait souverain, car si tel était le cas, son "suffrage" serait conforme à la démocratie, ce qui signifie que Macron n'aurait jamais pu être élu Président de la République, et le "suffrage" se serait porté quasiment exclusivement sur les représentants des exploités et des opprimés, tandis que ceux représentant les quelques pourcents de capitalistes n'auraient obtenu aucun élu ou se conteraient sur les doigts d'une main.

BFMTV - Le chef de l'État a rappelé combien "nos démocraties occidentales ont été profondément touchées, parfois déstabilisées par des transitions et des chocs" - climatique, énergétique, géopolitique - et les citoyens frappés par le "sentiment de perdre le contrôle de leur vie".

J-C - Ce sont ces régimes occidentaux vassaux des Etats-Unis qui sont à l'origine de ces "chocs" et personne d'autres. Quant au "sentiment" des citoyens "de perdre le contrôle de leur vie", c'est plus qu'une impression, c'est ce qu'ils vivent au quotidien, et ils le doivent au tyran Macron.

BFMTV - Emmanuel Macron, qui sort affaibli politiquement après sa décision de dissoudre l'Assemblée, a également réaffirmé qu'il restait le "garant de la souveraineté" de la Nation et de "l'indépendance" de la justice.

J-C - Il voulait dire par "garant de la souveraineté" de la Nation, qu'il s'octroyait le droit de la brader au plus offrant, à l'UE sous emprise anglo-saxonne, conformément au pouvoir qui lui confère la Constitution de la Ve République, quant à "l'indépendance" de la justice, la question ne se pose

même pas ou c'est une imposture, puisque c'est lui qui nomme les membres du Conseil d'État en conseil des ministres

BFMTV - "*Le juge n'est là ni pour plaire ni pour déplaire (...) Son indépendance est le fondement de son office (...) Elle est l'ultime rempart pour la protection des droits de chacun*", a martelé le vice-président du Conseil d'État, Didier-Roland Tabuteau. BFMTV 12 septembre 2024

J-C - Comment le juge pourrait-il être indépendant puisqu'il est choisi par le monarque en personne.

Il défend les "*droits de chacun*" en fonction de leur statut social ou les intérêts de la classe à laquelle il appartient, inutile de préciser laquelle s'agissant de Macron.

De par sa nomination et sa fonction, le Conseil d'Etat est un des rouages essentiels des institutions antidémocratiques de la Ve République, puisque ces membres veillent au sommet de l'Etat à ce que les projets de lois ou décrets soient conformes aux besoins du capitalisme, c'est l'unique critère qu'ils retiendront, bref, il en est le garant en dernier ressort, ainsi que la Constitution, c'est son unique raison d'être.

Il va de soi que jamais nous adresserons une requête au Conseil d'Etat, au Conseil constitutionnel ou je ne sais quelle institutions de la Ve République, car cela signifierait ignorer leur nature réactionnaire, ce serait leur reconnaître une quelconque légitimité ainsi qu'au capitalisme dont elles incarnent les intérêts sur le plan juridique ou idéologique.

A travers Macron la ploutocratie préserve ses intérêts et conserve intact son contrôle politique des institutions et de l'économie du pays.

- Selon le constitutionnaliste Benjamin Morel, invité de Public Sénat, en nommant Michel Barnier, Emmanuel Macron conserve une certaine « *capacité d'agir* », mais aussi une « *continuité politique* ». Publicsenat.fr 12 septembre 2024

Une personnalité comme Michel Barnier serait plus ouverte à une collaboration avec l'exécutif selon le constitutionnaliste : « *A priori, il est d'accord pour un modus vivendi laissant du champ au Président de la République dans certains domaines réservés, peut-être un peu plus.* » Mais c'est surtout leur proximité idéologique qui représente un grand avantage : « *Ce qui sépare idéologiquement Michel Barnier d'Emmanuel Macron sur les grands dossiers signifiants pour Emmanuel Macron, notamment l'économie, ce n'est au final pas grand-chose.* »

Du point de vue d'Emmanuel Macron, avec Michel Barnier, « vous avez une continuité politique, ce n'est pas quelqu'un qui solde le bilan du macronisme », indique Benjamin Morel. Il va plus loin : « *Ce n'est pas quelqu'un qui dit justement 'le macronisme en lui-même était une parenthèse, là je ferme cette parenthèse et je mène une politique nouvelle.'* » Un choix dans la continuité, qui se veut marqueur de stabilité, dans la mesure où il a été entériné par les forces politiques qui formeraient une coalition pour l'observateur de la vie politique : « *Et qui plus est, il y avait 5 personnalités qui n'ont pas mis de veto : François Bayrou, Edouard Philippe, Laurent Wauquiez, Gabriel Attal et Marine Le Pen... Ce qui permet aujourd'hui la stabilité.* » Publicsenat.fr 12 septembre 2024

La division du travail internationale poussée à l'extrême conduit les puissances occidentales à la faillite, à la paralysie politique et à la révolution sociale.

Pour son gouvernement, Michel Barnier veut débaucher à gauche, mais ça ressemble à une mission impossible - Le HuffPost 10 septembre 2024

Vouloir n'est pas pouvoir. À peine nommé, le Premier ministre Michel Barnier a joué la carte de l'ouverture, disant souhaiter que son gouvernement soit accessible aussi bien à la droite, qu'aux macronistes et qu'aux « *gens de gauche* ». Mais cette déclaration a tout du vœu pieux, autant du fait de Michel Barnier que des responsables sur sa gauche.

Soucieux « *d'ouvrir sa table* » aux sensibilités politiques représentées à l'Assemblée nationale (à l'exception du Rassemblement national), Michel Barnier, homme de droite, a tenté d'amorcer le dialogue avec la gauche. Il a ainsi évoqué la « *dette écologique* », sa volonté d'une « *plus grande justice fiscale* », un « *débat* » pour « *améliorer* » la réforme des retraites... Insuffisant pour les élus du Nouveau Front Populaire.

Des Écologistes aux communistes, tous les groupes ont promis de soutenir une motion de censure, que la France insoumise envisage de déposer dès l'ouverture de la session parlementaire début octobre. Et même hors de l'alliance du NFP, l'aile gauche de Renaissance se montre circonspecte envers ce Premier ministre qui brigait en 2021 l'investiture LR pour l'Élysée.

Fumée blanche à droite, pas d'étincelles à gauche

« *Il a cinquante ans de vie politique monsieur Barnier* » et « *il n'a jamais rien fait pour les ouvriers, le service public, le social* », résume Fabien Roussel sur LCI ce 10 septembre. Le patron du PCF se dit « *sans illusion* » sur la politique droitiste qui sera menée. Et les premiers éléments vont dans son sens.

Il y a d'abord eu les priorités fixées par le Premier ministre : « *maîtrise des flux migratoires avec des mesures concrètes* », amélioration de l'accès aux services publics, à la santé et au logement... Le nouveau locataire de Matignon a repris une large partie du « *pacte législatif* » proposé par sa famille politique à Emmanuel Macron cet été. Gérard Larcher, président LR du Sénat, s'en réjouit ouvertement dans *Le Figaro* ce mardi 10 septembre. Pas idéal pour appâter la gauche même si sur le papier, certaines thématiques, comme l'accès au logement ou à la santé, peuvent lui parler.

Autre mauvais signal pour la gauche : l'hypothèse d'un ministère régalien confié au patron des sénateurs LR Bruno Retailleau. L'écu vendéen incarne l'aile la plus conservatrice des Républicains, tenant d'une politique migratoire dure et opposé à la constitutionnalisation de l'IVG... Sa présence en Conseil des ministres d'un gouvernement Barnier, qui plus est à un poste de poids, sera inévitablement perçue comme un coup de barre à droite toute.

Pire encore : lundi 9 septembre, voilà qu'apparaît la rumeur d'un futur ministère de l'immigration. La gauche s'insurge et Matignon temporise, assurant au HuffPost que « *rien n'est acté* » à ce stade. Il n'empêche, l'image est dévastatrice : le dernier ministère de l'immigration avait été confié à Brice Hortefeux sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Difficile de faire plus emblématique d'un gouvernement (très) à droite. Sans oublier que le Rassemblement national, qui revendique de placer « *sous surveillance* » le Premier ministre, menace de censurer un futur gouvernement qui ne répondrait pas à ses attentes.

Pas d'acteurs au casting

Dans ces conditions, inutile de dire que la présence d'une figure du Nouveau Front Populaire dans un gouvernement Barnier est improbable. D'ailleurs, la liste de candidats reste cruellement vide. Un écolo qui rentrerait au gouvernement serait-il exclu du parti ? Inutile de débattre de quelque chose qui n'arrivera pas, balaié samedi sur BFMTV Marine Tondelier. La question ne se pose pas non plus à la France insoumise toujours pas conviée aux tractations à Matignon selon son coordinateur national Manuel Bompard ce mardi 10. « *Aucune personnalité du PS ne sera dans son gouvernement, je n'ai aucun doute là-dessus* », assure aussi Olivier Faure le 6 septembre sur France Inter.

Même les divisions internes ne jouent pas en faveur de Michel Barnier. Au PS, malgré une brouille interne sur l'échec de l'option Cazeneuve à Matignon, les principaux opposants à Olivier Faure Nicolas Mayer Rossignol et Hélène Geoffroy ont décliné. Le député Jérôme Guedj, qui s'est présenté sans la bannière du NFP et dont le nom a pu être cité, refuse aussi : « *Ce n'est pas parce que j'assume des désaccords majeurs avec la direction de LFI, que je suis Macron-compatible* », cingle-t-il sur LCI ce mardi. Idem pour Raphaël Glucksmann, aussi en rupture avec LFI et malgré certaines positions (européennes) partagées avec le camp macroniste : « *Pas une seule seconde, je ne rejoindrai ce gouvernement* », assène-t-il dans L'Opinion.

Même dans l'aile gauche de la macronie, ça ne se bouscule pas au portillon. À l'exemple de Roland Lescure, ministre sortant de l'Industrie, frileux à l'idée de retrouver un ministère et qui prévient dans Libération qu'il n'accordera pas « *automatiquement* » sa confiance à Michel Barnier. Le micro-parti En Commun, dont les députés siègent avec le groupe Renaissance, a aussi exprimé ses réserves sur la nomination d'un Premier ministre « *très droitier* ».

Si on fait le compte des « + » et des « - » à intégrer un gouvernement Barnier, les contre l'emportent largement. D'une part, parce que la durée de vie de ce gouvernement est incertaine et dépend en partie de l'humeur des députés du RN. D'autre part, parce qu'avec tant de signaux à droite, le poids réel de ministres de gauche (si jamais il s'en trouvait) promet d'être infime. Se pose alors une question : rompre avec sa famille politique pour (ne pas) peser dans un gouvernement fragile au mépris de ses valeurs, cela vaut-il vraiment le coup ? La gauche aura vite fait de faire les comptes.

J-C – Dites, vous ne les sentez pas un peu anxieux et désabusé, pour un peu désespérés ? Ils ont de quoi !

L'info judiciaire censurée par les médias aux ordres, qui implique le directeur de cabinet du Premier ministre.

Affaire Darmanin-PSG : ces révélations qui tombent mal pour Michel Barnier - RT 10 septembre 2024

Une affaire de favoritisme fiscal au profit du PSG, impliquant le ministre de l'Intérieur démissionnaire Gérard Darmanin lorsqu'il était à Bercy ainsi que son directeur de cabinet d'alors, Jérôme Fournel, nommé directeur de cabinet par Michel Barnier, refait surface dans la presse française. Elle vient indirectement éclabousser le nouveau Premier ministre.

Mediapart avait notamment dévoilé une note, qu'aurait rédigée Jérôme Fournel, dispensant des conseils au PSG afin de lui éviter de payer des cotisations sociales sur le transfert de Neymar. Après plusieurs échanges, le PSG a fini par recevoir des documents de l'administration fiscale et de

l'Urssaf Île-de-France annonçant au club qu'il n'y aurait ni impôts ni cotisations sociales à verser sur ce transfert.

Or, selon le média d'investigation, l'administration fiscale aurait pu réclamer au PSG «entre 67 et 224 millions d'euros», dans la mesure où la somme destinée à payer l'indemnité de départ de Neymar a été directement versée à celui-ci par le club parisien.

<https://francais.rt.com/france/113507-affaire-darmanin-psg-revelations-qui-tombent-mal>

En famille. Procès du populisme sans lequel il n'aurait jamais été élu.

J-C – Qu'a dit ce pauvre type de Ruffin, sinon que pour engranger des voix valait mieux flatter son interlocuteur ou lui tenir le discours qu'il avait envie d'entendre, et qu'il fallait l'adapter en fonction de chaque personne. Ils le font tous. Il a fait une découverte le fakir !

Pourquoi a-t-il voulu se payer la tête de Mélenchon, sans doute parce qu'il lui reprochait d'être encore trop radical...pour Macron, et c'est à cause de lui que le NFP ne pourra pas cohabiter avec Macron, bref, il a peut-être loupé une occasion d'être ministre, qui sait !

« Campagne au faciès » : François Ruffin charge Jean-Luc Mélenchon - LePoint.fr 12 septembre 2024

Dans *Itinéraires ? Ma France en entier, pas à moitié !*, François Ruffin revient sur les causes de sa rupture avec La France insoumise (LFI), dont il dénonce la propension à séduire uniquement les habitants des quartiers populaires.

« Nous avons mené une campagne au faciès. Dans les immeubles d'Amiens-Nord, quand je tombais sur un Noir ou un Arabe, je sortais la tête de Mélenchon en bien gros sur les tracts. C'était le succès presque assuré, son nom servait de passe-partout, l'étendard d'une dignité retrouvée. Mais dès qu'on tombait sur un Blanc, pas seulement dans les campagnes, même dans les quartiers, ça devenait un verrou », écrit le député réélu de la 1^{re} circonscription de la Somme dans son dernier ouvrage.

"Sans arrêt il tape sur la gauche pour s'acheter des brevets de respectabilité médiatique pour passer sur les antennes", s'agace ce jeudi Sébastien Delogu. *"En disant ça, c'est une manière de succomber au racisme",* explique-t-il.

"Ruffin dit qu'il veut parler à la France entière... Mais quand il y a une marche contre l'islamophobie, il dit qu'il ne peut pas... Il a foot!", s'insurge l'élue marseillaise.

Sébastien Delogu fait référence à la marche prévue en novembre 2019 qui visait à dénoncer les actes anti-musulmans. Organisée à l'appel de plusieurs personnalités et organisations, comme le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ou encore le Collectif contre l'islamophobie en France, l'événement avait divisé la gauche et suscité de vives critiques de la part du Rassemblement national.

À l'époque, François Ruffin avait effectivement expliqué sur France inter qu'il ne pourrait pas y participer. *"Je n'irai pas dimanche, je joue au foot",* avait expliqué celui qui était alors député de La

France Insoumise. "*Je ne fais pas de médias le dimanche non plus parce que je joue au foot*", avait-il précisé.

Selon Sébastien Delogu, quand Jean-Luc Mélenchon dit ne pas vouloir perdre son temps avec certains électeurs, c'est "*avec les fachos*" avec qui l'explication n'est pas possible. LFI préfère "*se concentrer sur les abstentionnistes. Pas trier les Français selon leurs origines ou leur religion*", défend Sébastien Delogu. LePoint.fr 12 septembre 2024

J-C - Ruffin, d'où tient-il ce discours, sinon des poubelles des médias mainstream et de l'extrême droite qui reprochent surtout à Mélenchon d'incarner auprès de nombreux travailleurs des réformes sociales, à tort ou à raison c'est une autre histoire.

Ruffin se fait le relais de ces ordures, c'est aussi simple que cela, de manière à être bien vu par l'aile la plus droitière du NFP, du PS en particulier et des médias institutionnels.

Parmi tous ces acteurs politiques qui se disent de gauche, il y a ceux qui n'ont pas encore pris conscience et qui n'auront peut-être jamais conscience de militer contre leur propre camp, et il y a ceux qui en ont pris conscience rapidement, et qui comptent s'en servir pour faire une carrière parlementaire, à l'exemple de Jospin, Cambadélis, Corbière, Coquerel, Autain, Mélenchon et tant d'autres à LFI, au PS, au PCF ou ailleurs, d'autres se contentent de postes de permanents dans les syndicats, dans différentes institutions, des conseils d'administrations d'entreprises publiques, etc.

L'argument de Ruffin est minable, s'il avait voulu signifier que Mélenchon était un populiste de gauche à sa manière, il aurait dû s'y prendre autrement, ce ne sont pas les arguments qui manquent pour le démontrer, puisque c'est son exercice préféré dès qu'il ouvre la bouche en direction des médias.

Combien de fois a-t-il été violemment attaqué par les médias ou le pouvoir, et il fit amende honorable par la suite en s'excusant platement pour s'être peut-être mal exprimé. C'est vrai qu'il est souvent sur une ligne communautariste, c'est par exemple dans les gènes de l'antiracisme, du féminisme, de l'écologie politique déconnectés de la lutte pour le socialisme. Sur ce plan-là il est indéfendable, inexcusable, car c'est un manipulateur et ce sont les travailleurs qu'ils trompent. C'est un opportuniste, il est de droite et réactionnaire, c'est entendu, en revanche on ne peut pas l'accuser d'être raciste ou antisémite, on ne le défend pas en particulier, on défend la vérité, la justice, c'est tout.

En famille. Ils n'en loupent pas une !

- Moqué par l'extrême droite depuis ce lundi 9 septembre, le député insoumis Sébastien Delogu a reçu le soutien de ses collègues de La France insoumise et du Nouveau Front populaire. Le macroniste Karl Olive fustige aussi un "*déferlement de haine*".

L'élu de Marseille est la cible de railleries en raison d'une vidéo dans laquelle on le voit buter sur quelques mots lors d'une lecture en commission des finances de l'Assemblée nationale. LePoint.fr 12 septembre 2024

J-C - Il n'en fallut pas plus pour que plusieurs députés LFI dénoncent le "*mépris de classe*" dont fut l'objet leur petit camarade Delogu. Que doit-on en conclure, qu'ils auraient préféré que l'extrême droite lui adresse des compliments au nom des principes ou des valeurs qu'ils partagent, c'est cela ?

Décidément, on n'a pas du tout la même conception de la lutte des classes.

Moi je serais flatté de me faire insulter par l'extrême droite ou la droite, je trouverais même suspect ou troublant s'ils s'en abstenaient. Idem de la part des médias.

Santé.

Des molécules efficaces existent pour vaincre le cancer du pancréas...mais elles coûtent pinuts, donc elles sont censurées par les autorités médicales.

Deux antiparasitaires efficaces contre le cancer du pancréas : l'ivermectine et le mebendazole - Réseau International 8 septembre 2024

<https://reseauinternational.net/deux-antiparasitaires-efficaces-contre-le-cancer-du-pancreas-livermectine-et-le-mebendazole/>

Quand ils propagent la variole à l'aide d'un vaccin.

Polio à Gaza, c'est bien un virus dérivé de la souche vaccinale SABIN, Raoult a raison! - pgibertie.com 9 septembre 2024

Le vaccin Sabin est un vaccin poliomyélitique vivant atténué, développé par le médecin américain Albert Sabin. Ce vaccin est trivalent, ce qui signifie qu'il protège contre les poliovirus types 1, 2 et 3, et est administré par voie orale. Abandonné depuis plus de 30 ans dans les pays riches il a continué à être utilisé dans les pays pauvres et il est à l'origine de variants dangereux comme à Gaza

Le Pr Didier Raoult est un peu trop optimiste : ce n'est pas 30 fois plus de polio due au virus vaccinal mais 50 fois plus selon le rapport du groupe d'éradication de la Polio (GPEI) de l'OMS rapport de septembre 2023, page 90 <https://reliefweb.int/report/pakistan/independent-monitoring-board-global-polio-eradication-initiative-22nd-report>.

Vidéo. Le Pr Didier Raoult sur le plateau de CNEWS

<https://www.youtube.com/watch?v=-I0V1VfI2y8>

Eradication de la variole, la désastreuse vaccination des sujets contacts - aimsib.org 10 mai 2020

<https://www.aimsib.org/2020/05/10/eradication-de-la-variole-la-desastreuse-vaccination-des-sujets-contacts/>

C'est notamment à Rockefeller que l'on doit la folie vaccinale.

Toxicologie contre Virologie : L'Institut Rockefeller et la fraude criminelle de la polio par F. William Engdahl. -

L'un des résultats du prétendu nouveau coronavirus qui a émergé publiquement en 2019 est que la spécialisation médicale de la virologie a été élevée à une stature presque divine dans les médias. Peu de gens comprennent les origines de la virologie et son élévation à un rôle de premier plan dans la pratique de la médecine d'aujourd'hui. Pour cela, il faut se pencher sur les origines et la politique du premier institut de recherche médicale américain, l'Institut Rockefeller pour la recherche médicale, aujourd'hui l'Université Rockefeller, et ses travaux sur ce qu'il prétendait être un virus de la polio.

Conclusion.

Il y a plus d'un siècle, l'homme le plus riche du monde, le baron du pétrole John D. Rockefeller, et son cercle de conseillers ont entrepris de réorganiser complètement la façon dont la médecine était pratiquée aux États-Unis et dans le reste du monde. Le rôle de l'Institut Rockefeller et de personnalités comme Simon Flexner a littéralement supervisé l'invention d'une fraude médicale colossale autour des affirmations selon lesquelles un germe étranger invisible et contagieux, le virus de la polio, provoquait une paralysie aiguë, voire la mort, chez les jeunes. Ils ont interdit politiquement tout effort visant à établir un lien entre la maladie et l'empoisonnement par des toxines, qu'il s'agisse de pesticides à base de DDT ou d'arsenic ou même de vaccins contaminés. Leur projet criminel comprenait une coopération intime avec les dirigeants de l'AMA et le contrôle de l'industrie pharmaceutique émergente, ainsi que de l'enseignement médical. Le même groupe Rockefeller a financé l'eugénisme nazi dans les instituts Kaiser Wilhelm en Allemagne dans les années 30, ainsi que la Société américaine d'eugénisme. Dans les années 1970, ils ont financé la création de semences OGM brevetées qui ont toutes été développées par le groupe de sociétés Rockefeller spécialisées dans les pesticides chimiques – Monsanto, DuPont, Dow.

Aujourd'hui, ce contrôle de la santé publique et du complexe médical industriel est exercé par le protégé de David Rockefeller et partisan de l'eugénisme, Bill Gates, autoproclamé tsar de l'OMS et des vaccins mondiaux. Le Dr Tony Fauci, chef du NIAID, dicte les mandats de vaccination sans preuves. La fraude à l'origine du scandale du virus de la polio après la Seconde Guerre mondiale a été affinée grâce à l'utilisation de modèles informatiques et d'autres ruses aujourd'hui, pour promouvoir un virus prétendument mortel après l'autre, du Covid-19 à la variole du singe en passant par le VIH. Comme pour la polio, aucun de ces virus n'a été isolé scientifiquement et il n'a pas été prouvé qu'ils causaient les maladies alléguées. Aucun. La même Fondation Rockefeller, exempte d'impôts, qui se présente aujourd'hui comme une organisation caritative philanthropique, est au cœur de la tyrannie médicale mondiale qui se cache derrière le Covid-19 et le programme eugénique du Forum économique mondial, la Grande Réinitialisation. Leur modèle de virus de la poliomyélite les a aidés à créer cette tyrannie médicale dystopique. « *Faites confiance à la science* », nous dit-on.

Source: New Eastern Outlook (<https://journal-neo.org/2022/07/12/toxicology-vs-virology-rockefeller-institute-and-the-criminal-polio-fraud/>)

Traduction : <https://reseauinternational.net/toxicologie-contre-virologie-linstitut-rockefeller-et-la-fraude-criminelle-de-la-polio/>

Totalitarisme. Ce massacre et cette folie vaccinale sont à mettre au compte des trusts mafieux pharmaceutiques. Et de l'écologie politique.

Fièvre catarrhale ovine : la France perd 10% de son cheptel de brebis - RT12 septembre 2024

Un phénomène qui a coûté la vie de 500 000 bêtes en 2024, soit 10% des cinq millions de têtes que comptait le pays selon une étude de l'Interbev, l'Association nationale interprofessionnelle du bétail et des viandes, publiée en 2023.

Le 30 août, suite à l'annonce par le ministre démissionnaire de l'Agriculture Marc Fesneau de l'extension de la zone de vaccination à deux régions et à six départements, son ministère avait annoncé qu'il passerait commande de 5,3 millions de doses complémentaires de vaccins contre la fièvre catarrhale ovine de sérotype 3, en plus des 6,4 millions de doses déjà commandées.

Il avait également annoncé la commande de deux millions de doses d'un vaccin tout juste homologué contre la maladie hémorragique épizootique (MHE), une épizootie distincte qui touche particulièrement les bovins, «permettant de protéger un million de bovins». RT12 septembre 2024

J-C - Cet article comporte un biais.

Car ce n'est pas "un phénomène qui a coûté la vie de 500 000 bêtes en 2024", en réalité une partie infime de ces animaux ont été testés positifs à ce virus dans quelques centaines de troupeaux, et dès lors les autorités sanitaires ont exigé l'abattage des troupeaux entiers, alors que la plupart de ces bêtes auraient très bien pu être soignés et sauvés, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Par ailleurs cette maladie ne présente pratiquement aucun danger pour l'homme, donc ce prétexte n'est pas non plus un argument pour sacrifier ces malheureuses brebis victimes parmi tant d'autres, dont nous, de la folie de psychopathes abusant du pouvoir exorbitant que leur accorde le régime.

A noter :

- La maladie, qui se transmet par la piqûre de moucheron, provoque de la fièvre et un gonflement de la bouche chez les animaux infectés et peut être mortelle « *dans les cas les plus graves* », a indiqué le Defra. Il a toutefois ajouté que la fièvre catarrhale ne représentait aucune menace pour les humains ou les animaux domestiques et n'affectait pas la sécurité alimentaire. 5 septembre 2024

- Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Cette maladie strictement animale n'affecte pas l'être humain et n'a aucune incidence sur la qualité sanitaire des denrées issues des animaux malades : viande, lait, etc. anses.fr 5 septembre 2024

- Les cas de grippe aviaire chez les humains sont cependant rares. 21 juin 2024

- "A ce jour, aucun cas de grippe humaine dû à un virus influenza aviaire (dit cas de « grippe aviaire ») n'a été déclaré en France" rappelle sur son site Santé Publique France. 6 janv. 2022

- Jusqu'à présent, il n'existe aucune preuve de la contamination d'êtres humains par la grippe aviaire, quelle que soit sa souche, suite à la consommation de viande de volaille ou d'œufs. Dans les élevages touchés, viande et œuf sont de toute façon systématiquement détruits. 9 déc. 2021

Palestine occupée.

La société israélienne a vraiment sombré dans la cruauté, la violence et l'apathie : il suffit de nous regarder par Gideon Levy (Haaretz 8 septembre 2024) - Mondialisation.ca, 09 septembre 2024

<https://www.mondialisation.ca/la-societe-israelienne-a-vraiment-sombre-dans-la-cruaute-la-violence-et-lapathie-il-suffit-de-nous-regarder/5692205>

Opposés à Netanyahu, deux tiers des Israéliens veulent négocier avec le Hamas - Réseau Voltaire 10 septembre 2024

La grève générale qui vient de se dérouler en Israël n'est pas seulement une manifestation contre la rhétorique selon laquelle il ne faudrait pas négocier avec les terroristes et que les FDI vont libérer les otages détenus à Gaza. Elle marque le début d'une prise de conscience que le Premier ministre, Benyamin Netanyahu, ne défend pas les juifs.

Certes, les Israéliens juifs ne sont pas encore conscients du nettoyage ethnique à Gaza, mais ils le deviennent des pogroms anti-arabes en Cisjordanie. Progressivement, ils commencent à admettre que leurs ennemis ne sont pas leurs voisins, mais sont parmi eux. Ce sont les sionistes révisionnistes.

<https://www.voltairenet.org/article221213.html>

Etats-Unis.

Le clan de l'extrême centre de Rothschild-Rockefeller vote à gauche, démocrate.

Présidentielle américaine : "Jusqu'où ira-t-on dans la médiocrité" ? - courrierinternational.com 13 septembre 2024

C'est l'un des bureaux les plus connus du monde qui s'affiche en une de *The Economist*. Le Resolute desk, le bureau iconique des présidents des États-Unis, apparaît dégradé, tagué par des insultes. "Tricheur" et "triche", est-il écrit.

Une première page qui illustre l'ambiance délétère entourant cette campagne présidentielle américaine – portée par les fausses informations propagées sans vergogne par Donald Trump. “*Jusqu’où ira-t-on ?*” s’interroge le titre britannique dans son édition du 14 septembre.

L’hebdomadaire consacre son dossier à la défiance que suscite, par sa complexité, le système électoral américain, qui permet à Donald Trump de continuer à affirmer – sans preuves – qu’on lui a volé le scrutin de 2020.

“*Le mythe de l’élection volée continue de miner la démocratie américaine*”, écrit *The Economist*, qui précise que cette thèse est approuvée par 70 % des électeurs républicains.

“*Même si Kamala Harris remportait la majorité des suffrages le 5 novembre, il est presque certain que c’est Trump qui deviendrait président*”, écrit *The Economist*. À la grande fureur des démocrates.

“*De manière générale, les élections ont pour but de produire le consensus populaire par lequel les électeurs acceptent d’être gouvernés, y compris par un président pour lequel ils n’ont pas voté. Pour cela, les électeurs doivent être assurés que le processus [électoral] est équitable et fiable. Chaque fois que les gens doutent de la légitimité d’une élection, nous nous rapprochons du jour où un camp ou l’autre préférera dynamiter le système plutôt que d’accepter les résultats.*”

États-Unis : les salariés de Boeing votent une grève à une écrasante majorité - AFP/lepoint.fr

Déjà en difficulté, l’avionneur américain fait face à une grève de ses machinistes de l’usine de la région de Seattle, aux États-Unis, ce vendredi 13 septembre. Cette grève a été votée la veille au soir à 96 % après le rejet massif de la nouvelle convention collective à 94,6 %, a précisé Jon Holden, président du syndicat des machinistes IAM-District 751. « *Nous ferons grève à minuit* », a-t-il ajouté.

« *Nos membres se sont exprimés haut et fort ce soir* », a affirmé Jon Holden, dont le syndicat qui représente environ 33 000 travailleurs dans la région Nord-Ouest Pacifique, avait initialement soutenu l’accord. Le syndicaliste avait auparavant déclaré ne pas pouvoir « *garantir que nous obtiendrons davantage en faisant grève* ».

La grève entraînera la fermeture de deux grandes usines d’assemblage d’avions dans la région de Puget Sound – les deux tiers des votes étaient nécessaires pour lancer un arrêt de travail dès l’expiration jeudi à minuit de la convention actuelle, vieille de 16 ans.

Cette nouvelle convention, qui concerne les adhérents de l’IAM dans la région de Seattle, prévoyait une hausse salariale de 25 % sur quatre ans ainsi qu’un engagement d’investissements dans la région. Et aussi la construction du prochain avion – annoncé pour 2035 – dans le berceau historique de l’avionneur qui devait assurer des emplois pour plusieurs décennies.

Les mécontents jugent la hausse salariale trop éloignée des demandes du syndicat (+ 40 % initialement) et le volet sur les retraites insatisfaisant.

Le règlement de l'IAM prévoit que les grévistes reçoivent 250 dollars par semaine à partir de la troisième semaine d'arrêt de travail. La dernière grève chez l'avionneur américain remonte à 2008 et avait duré 57 jours.

Mexique.

Au Mexique, l'élection des juges par un vote populaire peut-elle sonner le glas de la corruption ? - France 24 14 septembre 2024

Le Mexique est sur le point de devenir le premier pays au monde à choisir presque tous les juges du pays, y compris ceux de la Cour suprême, par le biais d'un vote populaire. Au cours de son dernier mois au pouvoir, le chef de l'État, Andrés Manuel López Obrador, a tout fait pour faire adopter cette réforme controversée du système judiciaire.

Le président de gauche sortant, "AMLO" pour les intimes, qui cédera le pouvoir le 1er octobre à Claudia Sheinbaum, issue du même parti, soutient que la justice mexicaine est corrompue et ne sert que les intérêts économiques des élites, alors que plus de 90 % des crimes restent impunis dans le pays selon les ONG.

À ce stade, la réforme devait encore être adoptée par les Parlements d'au moins 17 États sur les 32 que compte le pays. Une formalité, étant donné que le parti du président et ses alliés disposent de majorités confortables dans 24 d'entre eux.

Le lendemain, jeudi, López Obrador, jubilait. "*Dix-huit (Parlements) ont déjà approuvé (la réforme) donc ça y est, elle est légale puisque le minimum est de 17*", a-t-il proclamé, assurant que la réforme constitutionnelle avait rempli les conditions permettant sa promulgation.

Une fois publiée dans le journal officiel du gouvernement, la réforme entrera en vigueur signant le début de la mise en place du nouveau système judiciaire tant voulu par le président mexicain.

Jusqu'à présent, les membres de la Cour suprême étaient proposés par le président et ratifiés par le Sénat, tandis que les juges et les magistrats étaient nommés par le Conseil fédéral du pouvoir judiciaire après des concours.

Les quelque 1 600 juges fédéraux en poste vont être contraints de démissionner. La majorité d'entre eux seront remplacés lors d'élections en juin 2025, avant d'autres scrutins au cours des mois suivants.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme en droit, avoir un dossier académique solide, une expérience professionnelle d'au moins cinq ans – mais pas nécessairement en tant que juges – et fournir une série de références. Leur candidature sera examinée par des comités techniques du Congrès.

La réforme du pouvoir judiciaire implique également une réduction du nombre de juges de la Cour suprême de onze à neuf, tandis que leur mandat passe de 15 à 12 ans. Elle supprime également la pension à vie que les hauts magistrats reçoivent lorsqu'ils terminent leur mandat.

La réforme supprime également le Conseil fédéral du pouvoir judiciaire, qui administre et contrôle les fonctionnaires de justice, et le remplace par un organe administratif et un tribunal disciplinaire judiciaire. Ce nouvel organe de supervision évaluera et enquêtera sur les performances des juges. Il pourra renvoyer des affaires pénales potentielles au bureau du procureur et demander à la Chambre des députés d'engager une procédure de destitution contre les juges. Un autre moyen, selon les partisans de la réforme, de rendre les tribunaux du pays plus réactifs à la volonté du peuple plutôt que de servir des intérêts privés.

Selon Gustavo Flores-Macias, professeur spécialiste en gouvernance et en politiques publiques à l'Université de Cornell dans l'État de New York, les critiques d'Andrés Manuel López Obrador sur la corruption dans le système judiciaire sont totalement fondées. *"La nécessité de lutter contre la corruption est très réelle"*, approuve le professeur. *"Ce système favorise de façon disproportionnée les élites et les personnes qui ont un bon réseau. Il est surchargé et lent. C'est vrai à tous les niveaux, et cela explique pourquoi l'impunité est très répandue au Mexique."*

Andrés Manuel López Obrador a longtemps lié la corruption endémique au Mexique au tournant néo-libéral du pays dans les dernières années du vingtième siècle, et au *"capitalisme de copinage"*, où des vagues de privatisations et d'externalisations ont permis à des entreprises privées de mettre la main sur d'énormes sommes d'argent public et ont fortement réduit la capacité de l'État à mettre en place des programmes sociaux.

Le président mexicain n'a cessé de présenter ses années au pouvoir comme une croisade contre la corruption. Élu en 2018, le premier président de gauche entendait tuer ce mal endémique avant de redistribuer les richesses. Il a considérablement augmenté le salaire minimum, renforcé les syndicats et supervisé d'énormes transferts d'argent direct aux Mexicains considérés comme pauvres. Plus controversé, il a imposé un programme de ce qu'il appelle *"l'austérité républicaine"* pour éliminer le népotisme rampant dans l'administration étatique et s'est appuyé fortement sur les forces armées du pays pour superviser les projets d'infrastructure de l'État.

Ces mesures radicales ont conduit à une baisse significative du nombre de Mexicains vivant sous le seuil de pauvreté. Le président sortant affirme avoir sorti de la pauvreté 8,9 millions de personnes pendant son mandat. Le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté multidimensionnelle au Mexique est passé de 41,9 % à 36,3 %, selon des chiffres officiels.

Les mesures de gauche d'Andrés Manuel López Obrador ont également rendu le président sortant immensément populaire. Son Mouvement de Régénération Nationale (Morena) a remporté une majorité écrasante à la chambre des députés pour les législatives de juin et a manqué la majorité au Sénat à un vote près. L'héritière d'Obrador qu'il a lui-même choisi, l'ancienne maire de Mexico Claudia Sheinbaum, a été élue à la tête du pays en juin avec près de 60 % des voix. Et cette réforme judiciaire parmi les plus radicales, est l'acte final du dirigeant de gauche, son ultime cheval de bataille avant de quitter ses fonctions à la fin du mois de septembre. France 24 14 septembre 2024

Argentine.

Argentine: un décret présidentiel abrogé pour la première fois par le Parlement - rfi.fr 14 septembre 2024

C'est un camouflet cinglant pour le gouvernement de Javier Milei. Le Parlement argentin a rejeté, vendredi 13 septembre, le décret par lequel le président ultralibéral avait assigné l'équivalent de 94

millions d'euros de fonds réservés à la SIDE, l'agence de renseignement de l'État. C'est la première fois, dans l'histoire argentine, qu'un décret présidentiel est abrogé par le Parlement.

En abrogeant définitivement ce décret, le Sénat a infligé une défaite symbolique cinglante au gouvernement de Javier Milei. Dans un communiqué, la présidence a condamné un vote « *irresponsable* » compte-tenu des « *récentes menaces d'agents extérieurs* » contre les citoyens argentins.

Mi-juillet, Javier Milei avait dissout l'Agence fédérale de renseignements (AFI) pour la remplacer par le Secrétariat de renseignements de l'État (SIDE), placé directement sous le contrôle de la présidence. Quelques jours plus tard, il avait signé un décret pour assigner à cette nouvelle structure l'équivalent de 94 millions d'euros de fonds réservés.

L'absence de contrôle sur l'utilisation de cette enveloppe a réveillé le spectre de l'espionnage illégal contre des politiques, des journalistes ou des activistes, comme ce fut le cas par le passé en Argentine. Le déblocage de ces fonds, alors que Javier Milei multiplie les coupes drastiques dans les aides sociales et dans les dépenses liées aux retraites ou à l'éducation, a également été fortement critiqué.

Ultra-minoritaire au Parlement, le parti du président a vu ses alliés de centre-droit se ranger aux côtés de l'opposition péroniste pour abroger le décret et lui infliger un revers législatif inédit en Argentine. rfi.fr 14 septembre 2024

J-C - A RFI ou la voix de son maître, ils ont du mal à encaisser le coup ou à camoufler leur déception en évoquant un "*camouflet cinglant*" minimisé ou réduit aussitôt en une "*défaite symbolique cinglante*".